

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 27 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27 avril 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Énergie Éolienne de Le Vigeant

26 rue du Rhone
68300 Saint-Louis

Références : 2026 639 Ubd16-86 ENV86
Code AIOT : 0003100123

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 avril 2026 dans l'établissement Énergie Éolienne de Le Vigeant implanté Lieux-dits "Les Petites Fouillarges" et "Brandes de la Ressières" 86150 Le Vigeant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour objet de vérifier la mise en œuvre et le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2026, notamment l'arrêt des éoliennes (mise en drapeau) sur la période et les plages horaires définies.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Énergie Éolienne de Le Vigeant
- Lieux-dits "Les Petites Fouillarges" et "Brandes de la Ressières" 86150 Le Vigeant
- Code AIOT : 0003100123
- Régime : Autorisation

Depuis 2023, 20 cas de mortalité de Milans noirs ont été recensés (2 en 2023, 8 en 2024, 10 en 2025). En réponse, une mise en demeure du 28 juillet 2025 impose :

- la prolongation du suivi environnemental jusqu'en août 2026 ;
- la justification de l'absence de nécessité d'une dérogation au titre des espèces protégées, ou à défaut, le dépôt d'une demande.

L'exploitant a prolongé les suivis (avifaune, mortalité, écoutes en altitude) et prévoit :

- la mise en place d'un bridage statique ;
- un suivi comportemental spécifique du Milan noir (février à octobre 2026), incluant des observations en période agricole et autour du parc et du centre de déchets.

À moyen terme, un système automatisé de détection de l'avifaune (SDA) sera déployé, avec une phase de vérification en conditions réelles. Ces dispositifs doivent permettre d'évaluer précisément l'impact du parc et de statuer sur la nécessité d'une dérogation.

Enfin, un arrêté préfectoral du 9 janvier 2026 impose, à titre conservatoire, un arrêt des éoliennes (mise en drapeau) du 1er avril au 15 septembre, de 10 h à 15 h. La reprise d'activité est conditionnée à la mise en œuvre de mesures de réduction plus efficaces que le bridage statique, dont l'efficacité devra être démontrée sur le terrain.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Restriction de l'activité en période diurne	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 9 janvier 2026, article 2.1
2	Restriction de l'activité en période diurne	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 9 janvier 2026, article 2.1

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Restriction de l'activité en période diurne

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 9 janvier 2026, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en drapeau
Prescription contrôlée : « L'exploitant procède à la mise en drapeau de l'ensemble des éoliennes du 1 ^{er} avril au 15 septembre de 10h00 à 15h00. [...] »
Constats : Lors de notre visite, la mise en drapeau de l'ensemble des éoliennes a été constatée à partir de 10h00.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Restriction de l'activité en période diurne

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 9 janvier 2026, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, justification
Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des installations classées les moyens de preuve du respect de cette restriction. Il les communique à l'Inspection des installations classées dès sa mise en œuvre. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents et enregistrements justifiant la mise en œuvre du protocole de bridage, notamment : l'algorithme de programmation de l'automate où apparaissent les conditions de bridage ; l'historique de la comparaison entre « Paramètres » faisant l'objet d'un critère de bridage et « État » de l'éolienne (fonctionnement ou mise en drapeau). À défaut de présentation de l'algorithme précité, l'exploitant doit être en mesure de présenter une attestation du constructeur de l'éolienne, sur laquelle figure l'ensemble des paramètres et critères de bridage. [...] »
Constats : L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des installations classées les moyens de preuve du respect de cette restriction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre l'ensemble des documents et enregistrements justifiant la mise en œuvre du protocole de bridage, notamment :

- l'algorithme de programmation de l'automate, faisant apparaître les conditions de bridage ;
- l'historique de la comparaison entre les « paramètres » faisant l'objet d'un critère de bridage et l'« état » de l'éolienne (fonctionnement ou mise en drapeau).

À défaut de présentation de l'algorithme précité, transmettre une attestation du constructeur mentionnant l'ensemble des paramètres et critères de bridage.

Type de suites proposées : Susceptible de suite